

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 17 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25 mai 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROSERVE DASRI**

21 rue des Entrepreneurs  
Zone industrielle des Amandiers  
**78420 CARRIERES SUR SEINE**

Code AIOT : 0006523903

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 mai 2023 dans l'établissement PROSERVE DASRI que vous exploitez, implanté 21 rue des Entrepreneurs – Zone Industrielle des Amandiers à Carrières-sur-Seine (78420). L'inspection a été annoncée le 09 mai 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROSERVE DASRI
- 21 rue des entrepreneurs, zone industrielle des Amandiers 78420 CARRIERES-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0006523903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PROSERVE DASRI est spécialisée dans la collecte et le traitement des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

Pour cela, elle met en œuvre une technique de pré-traitement et de désinfection des DASRI par broyage et chauffage. Ce procédé homologué (en référence à la norme NX 30-503-1 « *Déchets d'activités de soins - Réduction des risques microbiologiques et mécaniques des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés par les appareils de prétraitement par désinfection* ») consiste à modifier l'apparence des DASRI (suppression de l'impact psycho-émotionnel) et à réduire leur

contamination microbiologique (suppression du risque infectieux). Il permet également de réduire le volume des déchets jusqu'à 80%.

Les DASRI ainsi pré-traités sont assimilés aux déchets non dangereux et peuvent intégrer leur filière d'élimination similaire (hors compostage) : incinération en usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) ou enfouissement en Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).

Initialement implantée à Argenteuil, la société a déménagé en juillet 2022 ses activités à Carrières sur Seine, dans un bâtiment existant qui a déjà abrité des activités soumises à la réglementation des installations classées. Le site fonctionne du lundi 6 h 00 jusqu'au samedi 14 h 00 sans interruption. Sont employés sur site 56 personnes (majoritairement des chauffeurs, une dizaine de personnes en production et 7 personnes dans les bureaux).

Les activités exercées sur le site relèvent du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE et de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED (Industrial Emissions Directive).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la gestion des déchets ;
- la prévention du risque industriel ;
- la prévention de la pollution atmosphérique.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 5.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 5.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Moyens de lutte et de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 5.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Nature des déchets générés par l'installation	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Nature des déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.2	/	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.4	/	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Stockage de déchets particuliers	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Délais de traitement	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.8	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
18	Registre des déchets entrants et sortants	Arrêté Ministériel du 31 mai 2021, articles 1 et 2	/	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets	3 mois
22	Conduits des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
25	IEM	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 2.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Implantation	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 1.6	/	Sans objet
7	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 5.1.3	/	Sans objet
12	Quantité maximale de déchets entreposés sur le site	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.3	/	Sans objet
14	Origine géographique des déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.3	/	Sans objet
16	Admission des déchets sur le site	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.6	/	Sans objet
20	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01 janvier 2022, article R.541-45	/	Sans objet
21	Détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 7.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23	Valeurs limites des concentrations et flux dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 2.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence plusieurs non-conformités portant principalement sur le risque incendie et la traçabilité des déchets, ce qui constitue la base de ce type d'activités.

Le volume dédié au stockage de produits composés d'au moins 50% de polymères semble franchir le seuil de la déclaration associé à la rubrique 2663 de la nomenclature des ICPE. Il conviendra que l'exploitant évalue son classement au titre de cette rubrique et évalue les dangers susceptibles d'être générés par le stockage extérieur (modélisation flumilog).

Par ailleurs, le registre des déchets, dont l'analyse a été réalisée après l'inspection, ne permet actuellement pas d'assurer un bon suivi des déchets transitant sur le site. Il fait également apparaître des déchets dont la présence est interdite sur le site.

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions nécessaires pour lui permettre de :

- connaître en temps réel la nature et la quantité des déchets présents sur site ;
- s'assurer de l'admissibilité des déchets entrants sur site ;
- disposer d'un registre garantissant la traçabilité des déchets entrants et sortants.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 1.2							
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative							
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet							
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :							
Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés...)	Critère	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
3510	A - IED	Traitement de déchets dangereux Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	4 appareils de désinfection des DASRI de type ECOSTERYL 250 : 24 tonnes/jour + 3 appareils dont 1 Sterilwave 440 et 2 autres plus petits pour des essais	Capacité	≥ 10	24	t / j
2790	A	Installation de traitement de		/	/	/	/

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés...)	Critère	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
		déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795					
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri des déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793	Stockage des déchets dangereux entrants	Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1	45	t

(\*) A (autorisation), IED : soumis à la directive IED relative aux émissions industrielles

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative au traitement de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document sur les meilleures techniques disponibles en matière de « Traitement des déchets » (document BREF (Best REference) « Waste Traitement »).

#### Constats :

Pour l'instant, seuls 2 banaliseurs Ecosteryl (fonctionnement micro-ondes) ont été mis en service. L'exploitant envisage de changer de technologie et de recourir à des banaliseurs ECODAS (fonctionnement vapeur). Il bénéficierait d'une subvention de l'Ademe pour ce remplacement. L'étude des possibilités de recyclage de l'eau utilisée est en cours.

Actuellement, un banaliseur Ecodas est déjà présent sur site pour des phases de test. L'exploitant a déclaré être en train de préparer un porter à connaissance (délai du dépôt du dossier non précisé).

A l'heure actuelle, la capacité de traitement du site est de 12 tonnes par jour.

**Il est rappelé que, conformément au paragraphe II de l'article R181-46 du Code de l'environnement, toute modification apportée par le demandeur à l'installation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.**

Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence d'une grande quantité de bacs en plastique sur le site, notamment au niveau de la zone propre (sur environ 20m<sup>2</sup>), des racks (4 racks) et à l'extérieur (sur environ 100 m<sup>2</sup>).

Selon le dossier, le volume de stockage de plastique relevant de la rubrique 2663 était inférieur à 120 m<sup>3</sup>.

Conclusion : Le volume dédié au stockage de produits composés d'au moins 50% de polymères semble franchir le seuil de la déclaration associé à la rubrique 2663 de la nomenclature des ICPE. Il conviendra que l'exploitant évalue son classement au titre de cette rubrique et évalue les dangers susceptibles d'être générés par le stockage extérieur, qu'il relève ou non du régime de la déclaration (modélisation flumilog).

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Plan des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente un plan des zones à risques.</p> <p>Celui-ci ne fait pas apparaître les risques présentés par les zones suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le stockage de bouteilles de gaz situé à côté de l'aire de lavage ;</li> <li>• le stockage extérieur des bacs en plastique propres (combustibles) ;</li> <li>• le local de décroissance radioactive ;</li> <li>• le local de déchets spécifiques (déchets anticancéreux). Par courriel du 26 mai 2023, l'exploitant transmet une version mise à jour du plan. Il fait désormais apparaître le stockage de bouteilles de gaz, le local de décroissance radioactive, le local déchets spécifiques ainsi que les pictogrammes (« risque biologique », « risque électrique », « risque radioactivité », « bouteille pressurisée »).</li> </ul> <p>A noter qu'au niveau des DID, l'ensemble des pictogrammes CLP ont été apposés.</p> <p>En revanche, le caractère combustible des bacs n'apparaît pas (zone en attente de traitement, zone propre, racks, stockage extérieur).</p> <p>Conclusion : Le plan des zones à risques ne permet pas de visualiser les zones de stockage de matières combustibles, en particulier, au niveau du stockage des bacs (zone en attente de traitement, zone propre, racks, stockage extérieur).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée à une distance minimale de 6 mètres des limites de l'établissement.
<b>Constats :</b> Le bâtiment est distant d'au moins 6m des limites de propriété.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Installation électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 51.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation électrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle de l'installation électrique réalisé par DEKRA le 03 avril 2023 relève 14 anomalies. Celles-ci sont traitées en interne et le suivi est réalisé en indiquant directement sur le rapport les travaux effectués. Au 23 mai 2023, 3 anomalies restaient encore à traiter (portant sur le pouvoir de coupure au niveau du local TGBT, notamment). L'exploitant a indiqué ne pas comprendre ces anomalies et être en discussion avec l'organisme de contrôle. Le certificat Q18 du 13 avril 2023 indique qu'aucune coupure générale n'a été réalisée. L'exploitant déclare que la coupure est réalisée une fois au moins par an. Enfin, le Q18 conclut que l'installation ne peut pas entraîner un risque d'incendie et/ou d'explosion.  Le rapport de contrôle de l'installation électrique par thermographie Q19 réalisé par Dekra le 31 janvier 2023 relève 2 anomalies de priorité 2, dont une a déjà été levée. Pour celle restante (armoire TGBT droite), la société Soteb est intervenue. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif relatif à cette intervention.  Conclusion : Les rapports de contrôles de l'installation électrique Q18 et Q19 relèvent des anomalies qui n'ont pas encore été traitées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 5 : Moyens de lutte et de protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers, et à minimum :



- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- un réseau de poteaux incendie DN100 ou DN150 normalisés (NF EN 14384) fournissant au moins 150m<sup>3</sup>/h d'eau pendant 2h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, et respectant les distances suivantes :
  - 100m au plus entre l'entrée principale du bâtiment et l'hydrant le plus proche, par des chemins praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir ;
  - à moins de 200 m de l'installation pour les autres ;
  - à 5 m au plus du bord de la chaussée, côté opposé au bâtiment ;
- un système de détection incendie avec report d'alarme ; • un système de surveillance 24h/24 avec astreinte. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

L'exploitant fait réceptionner les moyens de défense extérieurs contre l'incendie de l'établissement dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours joignable aux coordonnées suivantes :

Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines SDIS78 – Groupe territorial EST  
Section prévision opérations CS 80103 – 78007 Versailles Cedex 01 39 04 66 00

#### **Constats :**

Selon le dernier rapport de contrôle, les 3 poteaux incendie situés à proximité du site disposent tous individuellement d'un débit minimal de 60m<sup>3</sup>/h. Aucun test en simultané n'a été réalisé.

Concernant la détection incendie (détection de fumée), le site dispose d'une télésurveillance. En cas de détection, le prestataire en charge de la surveillance contacte l'astreinte du site qui procède ensuite à la levée de doute (par caméra).

Le rapport de contrôle du 23 mai 2023 par Sécuritas conclut que le système de détection fonctionne correctement mais recommande le déplacement de 2 détecteurs pour tenir compte de la mise en place de la nouvelle machine (banaliseuse ECODAS en phase de test).

Le dernier rapport de contrôle des RIA réalisé par CHUBB le 03 février 2022 relève qu'un des équipements fuit. L'intervention de la société O'Clim est programmée le 30 mai 2023.

L'inspection constate que plusieurs équipements sont difficiles d'accès, notamment celui au niveau de la zone cytotoxiques et celui au niveau de la zone propre. Pour cette dernière zone, l'inspection constate que l'accès à la sortie de secours et à la commande de déclenchement de l'alarme incendie sont également empêchés.

Par courriels du 09 juin 2023 et du 13 juillet 2023, l'exploitant transmet des photos montrant que les accès aux RIA, à l'issue de secours et à la commande de déclenchement de l'alarme incendie ont été libérés.

Les extincteurs ont été contrôlés pour la dernière fois le 08 juin 2022. Le rapport indique qu'un équipement présentait un défaut. La date apposée sur les macarons de contrôles des équipements examinés par sondage sur site par l'inspection est identique à celle du rapport. L'exploitant n'a pas communiqué la date du prochain contrôle.

Le dernier rapport de contrôle du système de désenfumage, réalisé le 06 mai 2022 par CHUBB, concluait à son bon fonctionnement. Le prochain contrôle n'a pas encore été planifié.

<p>A l'occasion d'une visite du SDIS, l'exploitant a indiqué avoir découvert que le réseau d'eau pluvial était équipé d'un obturateur et que la programmation du contrôle de cet équipement est en cours.</p> <p>L'inspection constate que chaque issue du bâtiment est équipée par des seuils en bétons (barrières passives).</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'un exercice incendie allait être réalisé avec le SDIS d'ici la fin de l'année.</p> <p>Conclusion : Les derniers rapports de contrôle de certains équipements de lutte et de protection contre l'incendie font apparaître des anomalies qui n'ont pas encore été traitées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un RIA fuit ;</li> <li>• un extincteur est non fonctionnel ;</li> </ul> <p>Par ailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les poteaux incendie n'ont pas été contrôlés en simultané ;</li> <li>• la fréquence annuelle de contrôle du système de désenfumage n'est pas respectée ;</li> <li>• la fréquence annuelle de contrôle des obturateurs n'est pas respectée. Il conviendra également d'établir les procédures de mise en œuvre.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 51.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant veille au respect des dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• L'exploitant tient à la disposition des services de secours les consignes précises pour l'accueil des secours et les modalités de leur accès à tous les lieux ;</li><li>• L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li><li>• Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation ;</li><li>• Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ largeur utile minimale de 3 m ;</li><li>◦ hauteur libre minimale de 4,5 m ;</li><li>◦ pente inférieure à 15 %;</li><li>◦ dans les virages de rayon inférieur à 50m, un rayon intérieur R minimal de 13m est maintenu et une sur-largeur <math>S = 15/R</math> m est ajoutée ;</li><li>◦ la force portante de la voie devra être calculée pour un véhicule de 320kN avec un maximum de 130kN, d'une largeur d'au moins 1,80m ;</li><li>◦ aucun obstacle ne devra être disposé entre la voie-engin et les accès du bâtiment ;</li></ul></li><li>• la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires du bâtiment n'est pas inférieure à 2 % de la surface en toiture de ce dernier.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection constate que la voie engin n'est pas encombrée et est d'une largeur minimale de 3m.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Conception des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>Les déchets désinfectés (banalisés) sont stockés dans un maximum de 2 bennes de 30m<sup>3</sup> chacune, étanches et à l'abri des précipitations. Ces bennes sont soit isolées du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h ou éloignées d'une distance d'au moins 8m. A défaut, l'exploitant réalise une étude d'incendie généralisé en considérant ces stockages. Les déchets sont régulièrement évacués vers des filières de traitement et d'élimination autorisées pour les recevoir. Les déchets désinfectés ne peuvent pas faire l'objet d'une valorisation matière ou d'un recyclage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun stockage de déchet n'est réalisé à l'extérieur à l'exception de 2 bennes de 30m<sup>3</sup>, fermées et étanches, situées le long de la façade nord-est du bâtiment.</p> <p>L'exploitant indique que ces bennes sont isolées du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h. Néanmoins, l'inspection constate que le mur est constitué de parpaing sur environ 1,45m puis de bardage et qu'il dispose de fenêtres. Aussi, il ne peut pas être considéré que ce mur présente un caractère coupe-feu 2h.</p> <p>La distance séparant le mur des limites de propriété est d'environ 7m.</p> <p>Conclusion : Les 2 bennes de 30m<sup>3</sup> situées à l'extérieur ne sont ni isolées du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h ni éloignées d'une distance d'au moins 8 m. L'exploitant n'a pas réalisé une étude d'incendie généralisé en considérant ces stockages.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 9 : Nature des déchets générés par l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.2		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des déchets générés par l'installation		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :		
<b>Type de déchets</b>	<b>Code des déchets</b>	<b>Nature des déchets</b>
Déchets non dangereux	- 080318 - 150103 - 150101 - 150102 - 200101 - 200102 - 200108 - 190305 - 200132 - 200139 - 200140 - 200201 - 200203	- Cartouches d'impression - palettes - carton - films plastiques - papiers - verre - déchets ménagers - broyats de banaliseuse - médicaments périmés - matériaux de calage et pièces détachées non métalliques - déchets verts - consommables bureau
Déchets dangereux	- 190110* - 130508* - 150110* - 150202* - 160504* - 180103* - 200121* - 200135*	- huile hydraulique usagée - déchet séparateur hydrocarbures-emballages souillés (bidons vides de Habac) - vêtements et matériaux souillés - aérosols vides - déchets d'activités de soins (infirmierie) - néons et ampoules - DEEE (micro-onde, banaliseuse, écran, cartes électroniques, ...)
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas constaté la présence de déchets non autorisés.  Le registre des déchets transmis par courriel du 26 mai 2023 ne fait pas apparaître les déchets produits sur le site. Seules 5 lignes sont relatives à des déchets générés par la société, dont 4 sont indiquées comme étant des erreurs de BSD. La dernière concerne un enlèvement le 15 mars 2023 de 1568 kg de DASRI.  Conclusion : le registre des déchets transmis le 26 mai 2023 ne permet pas de suivre les déchets générés par le site.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale		
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois		

## N° 10 : Nature des déchets admis sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des déchets admis sur le site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les déchets admissibles sur le site sont des déchets d'activités de soins à risques infectieux ou assimilés (DASRI) définis à l'article R1335-1 du code de santé publique.

	Type de déchets	Code déchet à 6 chiffres
Déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Colorant de May Grunwald</li> <li>- Colorant (ADVIA® Autoslides Rinse+Tampon de Wright Giensa+ADVIA® Autoslides Methanol+Colorant Wright Giensa   Méthanol = 90% du mélange)</li> <li>- liquides corrosifs</li> <li>- aérosols inflammables</li> <li>- liquides inflammables toxiques</li> <li>- liquides inflammables (mélange alcool, acétone, toluène, ottix)</li> <li>- paraffine + Ottix</li> <li>- liquide organique toxique</li> <li>- fixateur et révélateurs liquides = liquides de radiographie</li> <li>- accessoires et matériels souillés</li> <li>- verrerie souillée</li> <li>- mélange de produits dangereux pour l'environnement DAB1 et DAB2</li> <li>- Déchets médicaments anti-cancéreux solides (cytotoxiques et cytostatiques)</li> <li>- liquide organique toxique corrosif</li> <li>- liquide organique toxique inflammable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 200117*</li> <li>- 150110*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180108*</li> <li>- 180106*</li> <li>- 180106*</li> </ul>
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pacemakers (Dispositifs Médicaux Implantables Actifs)</li> <li>- Médicaments périmés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 180107</li> <li>- 180109</li> </ul>

[...]

#### Constats :

Le registre des déchets transmis par courriel du 26 mai 2023 fait apparaître que la société a réceptionné les déchets de code associé 200135\*, 200131\*, 200101, 180102, 180103\*, 180106\*, 180108\* et 180109.

La réception de déchets correspondant aux codes suivants n'est pas autorisée : 200135\*, 200131\*, 200101, 180102 et 180103\*.

La quantité en kg de déchets relevant du code 180103\* n'est pas systématiquement précisée.

Conclusion : Le registre des déchets transmis le 26 mai 2023 mentionne l'admission de déchets non autorisés (codes 200135\*, 200131\*, 200101, 180102 et 180103\*).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 11 : Déchets interdits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets interdits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont notamment interdits sur le site les déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• contenant des sels d'argent ;</li> <li>• produits chimiques utilisés pour les opérations de développement et les clichés radiographiques ;</li> <li>• radiographiques ;</li> <li>• produits chimiques, explosifs, à haut pouvoir oxydant ;</li> <li>• radioactifs ;</li> <li>• pièces anatomiques et cadavres d'animaux ;</li> <li>• produits toxiques volatils.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon le registre transmis le 26 mai 2023, des déchets sont récupérés de centres médicaux, d'imagerie médicale, de radiologie. Les services « IRM » et « Radio » sont explicitement mentionnés. La typologie de déchet et le code associé sont « DASRI » et « 180103* ».</p> <p>Le registre mentionne également des déchets provenant de chez :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• galapagos biocitech, pour lesquels la mention « cadavres d'animaux » apparaît explicitement ;</li> <li>• antenne vétérinaire ;</li> <li>• ecole polytechnique palaiseau / groupe vétérinaire ;</li> <li>• sca - ecole militaire d'equitation ;</li> <li>• parc zoologique de paris</li> <li>• animalerie centrale</li> <li>• animalerie- ums 2009 / paris</li> <li>• hopital saint louis - animalerie irsl</li> <li>• campus animalerie smbh bobigny</li> <li>• campus leec animalerie villetaneuse</li> <li>• 03 inserm u996 animalerie clamart - cde 2023003800</li> <li>• 16 inSERM UMS32 HOPITAL BICETRE, secteur animalerie</li> <li>• ...</li> </ul> <p>La nature des déchets associée est « DASRI », code « 180103* ».</p> <p>Conclusion : Le registre des déchets transmis le 26 mai 2023 fait apparaître des déchets dont la présence est interdite sur le site (déchets contenant des sels d'argent, déchets de produits chimiques utilisés pour les opérations de développement et les clichés radiographiques, déchets radiographiques, pièces anatomiques et cadavres d'animaux).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Quantité maximale de déchets entreposés sur le site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.3							
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantité maximale de déchets entreposés sur le site							
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet							
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Type de déchets</th><th>Quantités maximales stockées sur le site</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Déchets non dangereux</td><td>                     Déchets de types ménager issus du pré-traitement : 2 bennes de 30m<sup>3</sup>, soit 20 tonnes                      Déchets d'emballage (papier, carton, plastique) : 1 benne de 6 tonnes                 </td></tr> <tr> <td>Déchets dangereux</td><td>                     DASRI et assimilés : 45 tonnes                      Boues des séparateurs à hydrocarbures : 30m<sup>3</sup> </td></tr> </tbody> </table>		Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site	Déchets non dangereux	Déchets de types ménager issus du pré-traitement : 2 bennes de 30m <sup>3</sup> , soit 20 tonnes Déchets d'emballage (papier, carton, plastique) : 1 benne de 6 tonnes	Déchets dangereux	DASRI et assimilés : 45 tonnes Boues des séparateurs à hydrocarbures : 30m <sup>3</sup>
Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site						
Déchets non dangereux	Déchets de types ménager issus du pré-traitement : 2 bennes de 30m <sup>3</sup> , soit 20 tonnes Déchets d'emballage (papier, carton, plastique) : 1 benne de 6 tonnes						
Déchets dangereux	DASRI et assimilés : 45 tonnes Boues des séparateurs à hydrocarbures : 30m <sup>3</sup>						
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, les véhicules transportant les déchets jusqu'au site sont équipés de système de pesée (au niveau du hayon). Les déchets sont ainsi pesés au moment de leur récupération chez le producteur.  Au moment de l'évacuation des déchets du site, l'exploitant évalue la quantité de déchet par le tonnage des bacs (54 kg par bac environ). Pour s'assurer de respecter le tonnage maximal prévu par l'arrêté, l'exploitant compte le nombre de bacs par travées. Une fois que les travées sont pleines, les capacités maximales de stockage seraient atteintes. Selon l'exploitant, une travée peut contenir 36 bacs donc le tonnage maximum atteint sur le site est de moins de 8t. Au moment de l'inspection, les travées n'étaient pas entièrement occupées.  Un projet relatif à l'amélioration de la traçabilité totale est en cours d'étude. Ce projet consisterait à équiper chaque bac d'un badge qui permettrait le suivi en temps réel et zone par zone du tonnage ainsi que l'état de la banalisation des déchets. Ce projet devrait être mis en place d'ici la fin de l'année.							
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite							
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet							



## N° 13 : Stockage de déchets particuliers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de déchets particuliers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les déchets de médicaments anticancéreux concentrés (déchets cytostatiques et cytotoxiques) ainsi que les déchets mercuriels d'amalgames dentaires admis sur le site ne sont pas traités dans les banaliseurs du site mais sont regroupés dans un local réservé spécifiquement à leur stockage, avant leur transfert vers une unité d'incinération spécifique des déchets dangereux ou une unité de valorisation pour les déchets d'amalgames. Les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels admis sur le site ne sont pas traités dans les banaliseurs du site. Ils sont regroupés dans un local de regroupement des DASRI avant leur transfert vers une unité d'incinération spécifique DASRI. Les locaux susvisés sont distincts.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels sont stockés dans un local dédié.</p> <p>Un affichage spécial est apposé sur la porte de ce local.</p> <p>Les parois de celui-ci ne vont pas jusqu'au plafond.</p> <p>La ventilation est réalisée via les fenêtres et les dispositifs commun au reste du bâtiment.</p> <p>Selon le dossier de demande d'autorisation environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« Les déchets de médicaments anticancéreux concentrés (déchets cytostatique et cytotoxiques), ainsi que les déchets mercuriels d'amalgames dentaires admis sur le site [...] sont regroupés dans le local réservé spécifiquement à leur stockage avant leur transfert [...] »</li> <li>« Les déchets souillés de médicaments anti-cancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels admis sur le site [...] sont regroupés dans un local de regroupement des DASRI avant leur transfert [...] »</li> </ul> <p>Ainsi, l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit que le stockage de ces déchets soit réalisé dans 2 locaux distincts.</p> <p>Conclusion : les déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels sont stockés dans le même local.</p> <p>L'exploitant doit évaluer les risques présentés par cette situation.</p> <p>Le porter à connaissance relatif au changement de banaliseurs prévu par l'exploitant pourra intégrer cette évaluation et les propositions de l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Origine géographique des déchets admissibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Origine géographique des déchets admissibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets admissibles sur le site proviennent des régions du quart nord-est de la France, à savoir la région Île-de-France, Champagne-Ardenne, Hauts de France et Normandie.  Par ailleurs, en cas d'indisponibilité des exutoires des agences PROSERVES DASRI en région, l'origine géographique des déchets peut être étendue, uniquement pour les déchets venant des activités des agences PROSERVE DASRI. Cette extension n'est valable que lorsque les exutoires suivants sont indisponibles : Savoie Dechets collectivité Chambéry (73), Dijon Incinération Collectivité Dijon (21), Bayet Lucarne Veolia Bayet (03), Blois Arcante Suez Blois(41), Giens Cideme Dalkia TIRU Arrabloy (45), Nice Sonitherm Veolia Nice (06), Vedene Novalie Suez Vdène (84), Nîmes Evolia Veolia Nîmes (30), Calcé Cydel Dalkia Tiru Calce (66), Toulouse Setmi Veolia Toulouse (31), Orvade Veolia Saran (45), SIRAC Colombelles (14), SIAVED Douchy les Mines (59) et Inova Opérations Noyelles sous Lens (62).  L'exploitant est en mesure de justifier de l'indisponibilité des exutoires. Les déchets admissibles produits en Île-de-France et en Oise sont prioritaires vis-à-vis des déchets produits dans les autres régions précitées.
<b>Constats :</b> Les codes postaux recensés dans le registre déchets proviennent d'Île-de-France, Champagne-Ardenne, Hauts de France L'inspection relève également une erreur de code postal pour les déchets provenant de la société MAGHISSEN MOKRAN à Vanves : code indiqué 992170.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Admission des déchets sur le site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p>Si les déchets sont admis sur le site, les récipients contenant ces derniers sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit introduits directement dans les appareils de désinfection ;</li> <li>• soit entreposés sur les aires de stockage des déchets dans l'attente de leur traitement sur le site sous 24h ;</li> <li>• soit entreposés dans l'attente de leur évacuation vers des installations de traitement extérieures dûment autorisées à cet effet, dans des locaux spécifiques, notamment les locaux mentionnés à l'article 71.2 du présent arrêté.</li> </ul> <p>Chaque local répond aux caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• il est réservé à l'entreposage des déchets et peut servir, le cas échéant, à l'entreposage des produits souillés ou contaminés. Une inscription mentionnant leur usage est apposée de manière apparente sur la porte. Leur surface est adaptée à la quantité de déchet et produits à entreposer ;</li> <li>• il ne peut recevoir que des déchets préalablement emballés. Les emballages non autorisés pour le transport sur la voie publique au titre de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié sont placés dans des grands récipients pour vrac, étanches et facilement lavable ;</li> <li>• il est correctement ventilé et éclairé et permet une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur ;</li> <li>• il est muni de dispositifs appropriés pour prévenir la pénétration des animaux ;</li> <li>• le sol et les parois du local sont lavables ;</li> <li>• il est doté d'une arrivée d'eau et d'une évacuation des eaux de lavage vers le réseau des eaux usées dotée d'un dispositif d'occlusion hydraulique et d'un dispositif de disconnection conformes aux normes en vigueur ;</li> <li>• il fait l'objet d'un nettoyage régulier et à chaque fois que cela est nécessaire.</li> </ul> <p>Les différentes aires de stockage des déchets sont distinctes, aménagées de façon à récupérer toute fuite éventuelle et font l'objet d'une identification précise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le local dans lequel sont stockés les déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un affichage spécial est apposé sur la porte ;</li> <li>• la ventilation est réalisée via les fenêtres et les dispositifs communs au reste du bâtiment ;</li> <li>• Étant situé à l'intérieur du bâtiment, les déchets sont protégés des intempéries et des rayonnements directs du soleil ;</li> <li>• le sol et les parois, lavables, sont propres ;</li> <li>• les dispositifs de gestion des eaux sont communs au reste du bâtiment ;</li> </ul> <p>les parois de celui-ci ne vont pas jusqu'au plafond.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Délais de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 6.4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Délais de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets à traiter par banalisation sont traités dans leur ordre d'arrivée et dans un délai maximum de 24h. Pour les déchets transitant sur le site et non destinés à être banalisés, la durée entre l'évacuation des déchets du lieu de production et leur incinération ne doit pas excéder 24h. La capacité de stockage des déchets à traiter sont adaptées à ces délais et n'excèdent pas celles mentionnées aux articles 1.2 et 6.3 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le registre transmis par courriel du 26 mai 2023 ne fait pas apparaître la date de réception des déchets. La durée de traitement n'a donc pas pu être évaluée.  <b>Conclusion :</b> Le registre des déchets ne précise pas la date d'arrivée des déchets admis. Le respect de la durée de traitement ne peut pas être vérifié par ce biais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 18 : Registre des déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 mai 2021, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre des déchets entrants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> <b>Article 1 :</b> « Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.  Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> <li>la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;</li> <li>s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;</li> <li>le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul> c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : <ul style="list-style-type: none"> <li>la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> </ul>

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. »

Article 2 :

« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code de traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. »

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un unique registre pour les déchets entrants et sortants.

Celui-ci ne fait pas apparaître les informations suivantes :

- la date de réception du déchet sur le site ;
- la dénomination usuelle du déchet : selon les cas, la dénomination n'est pas explicite (« M00131 », « M00132 », « I80108 », « ANATO » pour anatomique ?, « CHIMDANG » pour chimique dangereux ? La nature du produit chimique doit être explicitée) ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en kg n'est pas toujours renseignée.

Par ailleurs, l'inspection constate que le registre ne permet pas de suivre l'ensemble des opérations de la chaîne de traitement : seule une opération, un code de traitement et une destination de traitement est mentionnée. C'est notamment le cas pour les déchets dont le traitement identifié est « D9 : Traitement physico-chimique avant élimination », correspondant à un pré-traitement nécessitant la réalisation d'au moins une opération complémentaire. Pour ces opérations, il convient de renseigner la suite de la chaîne de traitement (colonnes supplémentaires pour les transporteur, destination et traitement suivants).

Dans ce cadre, l'inspection constate que pour de nombreux déchet (13791 lignes) la destination finale indiquée correspond au site de Proserve de Carrières sur Seine. Le site ne permet pas d'assurer le traitement final des déchets qu'il reçoit. Aussi, il convient de compléter par les étapes suivantes.

Dans le cas où ces lignes correspondraient aux déchets entrants sur site, la méthode utilisée ne permet pas un suivi aisé du déchet. Par échantillonnage, l'inspection a voulu vérifier si un BSD apparaissait 2 fois (une fois pour le pré-traitement sur site et une fois pour le départ vers une installation finale de traitement) : les BSD n'apparaissent qu'une fois.

L'inspection constate par ailleurs que certains déchets pour lesquels la destination finale indiquée correspond au site de Proserve à Carrières sur Seine, le code de traitement indiqué est « R1 : valorisation combustible ». Proserve n'est ni autorisée ni équipée pour réaliser de telles opérations. Les informations ne sont donc pas correctement renseignées.

L'exploitant déclare qu'actuellement 10 % des déchets entrants sont banalisés. L'objectif est de passer à 30 %.

Enfin, le registre ne permet pas d'évaluer la quantité de déchet encore présent sur le site.

**Conclusion :** Le registre des déchets transmis n'est ni complet ni correctement renseigné :

- la date de réception des déchets sur le site n'est pas renseignée ;
- la dénomination usuelle du déchet n'est pas explicite ;
- la quantité de déchet en kg n'est pas renseignée ;
- les informations relatives au traitement ne sont pas cohérentes (type de traitement et destination de traitement) et ne permettent pas de suivre l'ensemble de la chaîne de traitement du déchet ;
- le registre ne permet pas d'évaluer la quantité de déchet encore présent sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 20 :** Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01 janvier 2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'outil Trackdéchets n'est pas encore réglementairement applicable aux installations de traitement des DASRI. L'exploitant a indiqué avoir initié la démarche mais avoir privilégié les bordereaux papiers dans l'attente de l'autorisation de recours à ce logiciel par le ministère de la santé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 21 : Détection de matières radioactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 71.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection de matières radioactives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs dans les chargements. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection. Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence annuelle minimale, selon un programme de vérification établis par l'exploitant. La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant est justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant est en mesure de justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité. Les emballages de DASRI font l'objet d'un contrôle radiologique à l'entrée du site.
<b>Constats :</b> A leur arrivée, les déchets font l'objet d'un contrôle de radioactivité. L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"><li>• le macaron de contrôle du portique de radioactivité indique que le dernier contrôle a eu lieu en juillet 2022 ;</li><li>• l'affichage d'une procédure ;</li><li>• un marquage au sol est apposé pour délimiter la zone de détection.</li></ul> Un test de fonctionnement de l'alarme du portique est réalisé : celui-ci est concluant.  Si nécessaire, les déchets sont placés dans un local de décroissance radioactive. Ils sont ensuite stockés dans différentes zones en attendant leur traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 22 : Conduits des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 2.1.1						
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmo						
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet						
<b>Prescription contrôlée :</b>						
	Installation s raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	4 banaliseurs	11,3	1	Poussière et COV dont toluène, dichloromé thane, éthanol et méthane	9600	10
<p>Le conduit est équipé de filtres à particules et de caisson de charbon actif. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs, notamment concernant le choix des fréquences de renouvellement, permettant de garantir l'absence de saturation des charbons actifs et des filtres. L'exploitant réalise un suivi du poids des charbons actifs. Les résultats sont pris en compte pour l'élaboration des procédures de gestion, notamment de renouvellement, des charbons actifs.</p> <p><b>Constats :</b> Le dernier rapport de contrôle réalisé par IRH CONSEIL le 16 mars 2023 ne précise pas la hauteur de la cheminée. Selon l'exploitant, celle-ci dépasse d'un mètre au-dessus de la toiture. Le diamètre indiqué est de 200 cm. Le diamètre attendu par l'arrêté semble très surprenant.</p> <p>Enfin, le rapport relève que la vitesse d'éjection des gaz est de 3m/s.</p> <p>Conclusion : Le dernier rapport de contrôle des effluents atmosphériques met en évidence que la vitesse d'éjection minimale des gaz n'est pas respectée. L'exploitant devra transmettre les caractéristiques du conduit d'extraction des rejets atmosphériques (notamment le diamètre).</p>						
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites						
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale						
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois						

**N° 23 : Valeurs limites des concentrations et flux dans les rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 2.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmo		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les émissions canalisées : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.		
Paramètre	Conduit n°1	
	Concentration mg/Nm3	flux Kg/h
Poussières, y compris particules fines	5	0,08
COVnm	110	5,25
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7b, en particulier le Dichlorométhane	20	Cf ci-dessous
COV à phrase de risque visés par l'arrêté ministériel du 02/02/98 – article 27-7c, en particulier le Dichlorométhane	2	Cf ci-dessous
Valeurs limites exprimées en flux spécifiques : Les flux totaux de toluène et dichlorométhane ne devront pas dépasser respectivement 1,66 et 3,5 kg/h.		
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de contrôle, réalisée par IRH le 16 mars 2023, ne fait pas apparaître de dépassements des VLE.A noter que le rapport précise les mesures et réalisées sous accréditation cofrac. Néanmoins, les poussières pour les rejets écostéryl 1 et 2 sont mentionnées à la fois en Cofrac et non Cofrac.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2022, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fournit, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, une interprétation de l'état des milieux. Cette étude porte sur les rejets atmosphériques et est réalisée conformément au guide technique INERIS : Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées (septembre 2021).</p>
<p><b>Constats :</b> Dans son courrier du 11 mai 2023, l'exploitant déclare avoir consulté un bureau d'étude pour la réalisation de l'IEM et avoir fixé le protocole.</p> <p>Néanmoins, considérant son projet de remplacement de banaliseuse par une technologie ne rejetant pas de COV dans l'air, l'exploitant sollicite le report de la réalisation de cette étude.</p> <p>Conclusion : Le délai pour rendre l'étude est dépassé. Néanmoins, considérant que l'exploitant envisage d'apporter des modifications à son installation et que ces modifications impacteront les rejets émis, il convient que l'étude soit réalisée en tenant compte des modifications et intégrée au porter à connaissance attendu. Le délai laissé pour transmettre l'étude est prolongé d'un an (jusqu'au 25 janvier 2024).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois